



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 85 – 6 OCTOBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

RENCONTRE
ENTRE YOWERI
MUSEVENI ET
JEAN-CLAUDE
JUNCKER AFIN
D'EVOQUER LA
NON-
RATIFICATION DE
L'APE

AUGMENTATION
DU NIVEAU DES
RESERVES DE
CHANGE DANS LA
ZONE CEMAC

KENYA : LA
CROISSANCE
ANNUELLE A 5,0 %
AU DEUXIEME
TRIMESTRE 2017

KENYA : LA GESTION
FINANCIERE DES
COMPTES POINTEE DU
DOIGT PAR LE
NATIONAL
TREASURY

DIFFEREND AVEC LA
COTE D'IVOIRE : LA
JUSTICE
INTERNATIONALE
DONNE RAISON AU
GHANA

NIGER : LA CAISSE
DES DEPOTS ET
CONSIGNATIONS
BIENTOT
OPERATIONNELLE

TANZANIE : PROJET
DE LANCEMENT
D'UN CENTRE
D'EXCELLENCE ENR
PAR KIITEC

MAURITANIE : LA
SFI APPUIE LA
ZONE FRANCHE DE
NOUADHIBOU
(ZFN)

COCA-COLA
ANNONCE UN
INVESTISSEMENT DE
600 M USD AU
NIGERIA



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ **Compétitivité de l'économie : Nigéria, Sierra Leone et Libéria dans le dernier décile ; le Ghana en 111^{ème} position**

L'édition 2017 du rapport de compétitivité globale réalisé par le Forum économique mondial est parue cette semaine. Sur les 137 économies prises en compte, le Ghana arrive 111^{ème} (qui gagne 3 places par rapport à l'an passé), suivi du Nigéria (125^{ème}, gagne 2 places), de la Sierra Leone (130^{ème}, gagne 2 places) et du Libéria (134^{ème}, perd 3 places). Pour le Nigéria, les critères qui font le plus défaut sont les infrastructures, la réglementation monétaire, l'accès au financement et la corruption. Le Ghana conserve sa note à 3,7/7, ce qui le place au-dessus de la moyenne d'Afrique subsaharienne (+0,5 pt en moyenne) pour tous les critères excepté l'environnement macroéconomique (-1,5 pt).

✉ julie.lanckriet@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Rencontre entre Yoweri Museveni et Jean-Claude Juncker afin d'évoquer la non-ratification de l'APE**

Le Président ougandais, par ailleurs Président en exercice de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), Yoweri Museveni, a rencontré à Bruxelles le Président de la Commission Européenne Jean-Claude Juncker, afin d'évoquer le blocage de la ratification de l'APE (Accord de Partenariat Economique) entre l'UE et la CAE. A ce jour, la Tanzanie - comme le Burundi - refuse de signer l'APE, estimant que cet accord serait dommageable pour son économie. L'échec des négociations pousse les Etats qui ont déjà ratifié l'accord, le Kenya et le Rwanda, à vouloir mettre en place l'accord de manière différenciée, une solution refusée par l'UE car celle-ci irait à l'encontre de la logique de négociations intrarégionales.

✉ benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Augmentation du niveau des réserves de change dans la zone CEMAC**

Les réformes économiques et financières, prescrites le 23 décembre 2016 à l'issue du sommet extraordinaire des chefs d'Etats de la zone, ont été évaluées ce 28 septembre 2017 à Douala, au cours de la 3^{ème} réunion du Comité de pilotage du Programme des réformes économiques et financières de la CEMAC. Il en ressort une hausse des réserves de change de la région de 8 % entre juin 2017 et juillet 2017, notamment grâce aux décaissements du FMI.

✉ evelyne.sila@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Rencontres Africa 2017**

Les Rencontres Africa 2017 se sont déroulées dans trois capitales d'Afrique entre le 2 et le 5 Octobre. Elles ont pour mission de renforcer les liens économiques entre la France et les pays d'Afrique en permettant aux chefs d'entreprises français d'aller à la rencontre de leurs homologues africains. Abidjan a accueilli la première étape de l'évènement les 2 et 3 octobre au Sofitel Hôtel Ivoire. Elle a été inaugurée par le Ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, et le Vice-Président ivoirien, M. Daniel Kablan Duncan. Elle a rassemblé près de 2000 personnes dont environ 500 représentants d'entreprises françaises.

✉ alexis.duboisberranger@dgtrésor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : maintien du taux directeur à 14 %

Le comité de politique monétaire nigérian s'est tenu les 24 et 25 septembre. La Banque centrale (CBN) a décidé de maintenir : i) le taux directeur à 14 % ; ii) les réserves obligatoires des banques à 22,5 % ; iii) le ratio de liquidité à 30 % ; iv) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pdb. Cette décision intervient dans un contexte de reprise de la croissance économique (0,55 % en g.a. au 2^{ème} trimestre 2017, après cinq trimestres successifs de contraction), de désinflation sur sept mois consécutifs (16,01 % en g.a. au mois d'août), de relative convergence entre le taux interbancaire (305 NGN/USD) et le taux observé sur le marché parallèle (367 NGN/USD) et de maintien du niveau des réserves de change au-dessus de 30 Mds USD.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : croissance de 9 % au deuxième trimestre 2017, au plus haut depuis 2014

Selon l'Office ghanéen des statistiques (Ghana Statistical Service), la croissance économique du Ghana s'élèverait à 9 % au T2 2017 en glissement annuel, contre 1,1 % au T2 2016. Cette performance serait la plus importante qu'ait connue le pays depuis le T3 2014 (+13,5 %). Cependant ce niveau élevé de croissance reste essentiellement le fruit du dynamisme du secteur minier (+75 %) et de celui des hydrocarbures (+188 %). Pour rappel, le gouvernement prévoit une croissance de 6,3 % en 2017 (4,6 % hors secteur des hydrocarbures), contre 5,9 % selon le FMI (4 % hors hydrocarbures). Le taux de croissance 2016 a lui aussi été revu à la hausse par l'Office des statistiques : il aurait été de 3,7 %, contre 3,5 % estimé auparavant.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la Banque centrale maintient son taux directeur à 21 %

Après 4 baisses consécutives, la Banque centrale du Ghana (BoG) a décidé de maintenir son taux directeur à 21 %. La BoG justifie son choix par la fin annoncée des politiques monétaires dites « accommodantes » aux Etats-Unis et en zone euro, qui devrait entraîner un resserrement des conditions de crédits dans le monde et peser ainsi sur la balance des paiements du pays. Bien que l'inflation ait décliné et que la position extérieure du Ghana se soit améliorée, la BoG souhaite également se prémunir contre les risques inflationnistes entraînés par la hausse du cours du pétrole et l'introduction de nouvelles taxes par le gouvernement.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : adoption d'une loi de finances rectificative

La session extraordinaire portant examen et adoption de la loi de finances rectificative (LFR) pour l'exercice 2017 a été clôturée le 2 octobre 2017. L'objectif de recettes internes est revu à la baisse, passant de 165 M EUR à 130 M EUR, ce qui demeure ambitieux alors que les recettes récoltées de janvier à fin septembre 2017 n'atteignent que 63 M EUR. Afin d'atteindre cet objectif, le Ministère des Finances et du Budget prévoit le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures, notamment via une augmentation de l'assiette fiscale douanière. En parallèle, la LFR prévoit une diminution des dépenses publiques de 38 M EUR, soit près d'un cinquième des dépenses budgétées, principalement liée à une baisse des dépenses courantes.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ **Kenya : la croissance annuelle à 5,0 % au deuxième trimestre 2017**

La croissance annuelle du PIB a atteint 5,0 % au deuxième trimestre 2017, en hausse par rapport à celle enregistrée au premier trimestre, 4,7 %. Cette hausse est liée au rebond de la production agricole, qui après un reflux de -1,1 % au premier trimestre, a progressé de 1,4 % par la suite. Au total, la contribution par secteur est de 0,4 point pour le secteur agricole, 0,9 point pour le secteur secondaire et 3,5 points pour le secteur tertiaire. Une évolution notable est le ralentissement de l'activité dans le secteur financier, avec une croissance annuelle du secteur de 4,3 % contre 5,3 % au trimestre dernier. En glissement annuel, ce niveau de croissance en est dessous de la moyenne de 5,8 % enregistrée en 2016.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : un taux de prêts non performants supérieur à 10 %**

D'après le gouverneur de la Banque centrale du Kenya, le taux de prêts non performants a atteint 10,7 % du total des prêts en août 2017, contre 9,9 % en juin. Le gouverneur a indiqué que la hausse des impayés trouvait son origine dans la sécheresse et l'incertitude politique, qui ont conduit à la suspension de nombreux remboursements. Par ailleurs, une part importante de ces prêts résulte d'impayés de la part de grandes entreprises, notamment du secteur sucrier, du ciment et de l'industrie plastique. La croissance du crédit à l'économie reste atone, et a atteint 1,6 % en croissance annuelle au mois d'août.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : les prévisions de recettes et de dépenses budgétaires non réalisées à fin juin 2017**

Les recettes budgétaires totales réalisées à 93,1 %, atteignent 1911 Mds FCFA à fin juin 2017, en hausse de 9,2 % par rapport à fin juin 2016. Les recettes internes sont en hausse de 6 %, en relation avec la hausse des recettes pétrolières (+65,2 % à 195,5 Mds FCFA). Les recettes non pétrolières (+0,5 %) enregistrent une baisse des recettes douanières de 3,1 % résultant du début du démantèlement des barrières tarifaires dans le cadre des accords de partenariat économiques avec l'UE. Les dépenses budgétaires réalisées à 92,4 % connaissent un ajustement important (-8,4 %). Seules les dépenses d'investissement sur fonds extérieurs sont en hausse (+17,6 %).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : une mission du FMI a séjourné à Brazzaville du 25 septembre au 4 octobre 2017**

La mission a poursuivi les discussions entamées depuis mars 2017 avec les autorités congolaises pour la conclusion d'un programme de Facilité Elargie de Crédit. La mission avait pour objectif de faire le point sur l'évolution économique récente, finaliser l'évaluation de la dette et mettre à jour les projections macroéconomiques.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : la gestion financière des comtés pointée du doigt par le National Treasury

Sur les 9 premiers mois de l'année budgétaire 2016/17, les comtés ont collecté 239 M USD (24,7 Mds KES) de recettes fiscales contre 251 M USD (25,9 Mds KES) en 2015/16. Avec cette contreperformance, la cible de revenus n'est atteinte qu'à 41,4 %. Plus particulièrement, les prélèvements du seul comté de Nairobi ont atteint 84 M USD (8,7 Mds KES), soit 8,7 M USD (900 M KES) de moins qu'en 2015/16. Une collaboration entre l'administration et la Kenya Revenue Authority est actuellement à l'étude auprès d'un nombre restreints de comtés, incluant Nairobi et Mombasa. Par ailleurs, un récent audit de l'Auditeur général a révélé que plusieurs comtés ont réalisé des dépenses sans l'aval de l'Etat, notamment des prêts au bénéfice des salariés, ce qui est contraire au Public Finance Management Act de 2012.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : le gouvernement anticipe de neuf mois le premier versement de l'impôt inversé pour les plus bas salaires

Attendu initialement en août 2018, le paiement d'une prime pour les salaires mensuels inférieurs à 300 USD interviendra finalement à compter de fin novembre 2017. Cela devrait concerner 150 000 salariés qui percevront des primes mensuelles pouvant atteindre 30 USD. Le coût annuel pour l'Etat de ce *Negative income tax* est évalué à 36 M USD et préfigure par ailleurs la mise en place d'un salaire minimum officiel au cours de ces prochains mois. Ce sujet fait actuellement l'objet d'âpres discussions depuis plusieurs semaines entre les syndicats, les milieux d'affaires et le gouvernement.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : appréciation de 12 % de la monnaie soudanaise en date du 28 septembre

La demande soudanaise de devises a brusquement chuté le 28 septembre, en anticipation de la levée des sanctions économiques américaines contre le Soudan, qui pourrait intervenir mi-octobre. En conséquence, la livre s'est apprécié de 12,0 %, atteignant 22 SDG/USD, contre 25 SDG/USD la veille. Le renforcement de la livre pourrait ne pas durer, la levée des sanctions pouvant se traduire par une hausse des transactions avec l'étranger et donc de la demande de devises. Par ailleurs, le risque d'un maintien des sanctions ne peut pas être complètement écarté, ce qui pourrait se traduire par une chute de la monnaie locale.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : forte diminution des exportations de produits manufacturés

La valeur des exportations de produits manufacturés a diminué de 46,5 % en un an, passant de 1 516 Md USD en mai 2016 à 811,4 M USD en mai 2017 selon les derniers chiffres de la Banque centrale tanzanienne. Les autorités tanzaniennes imputent cette diminution à un artefact statistique, dû à la prise en compte du marché commun de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Ainsi, les échanges réalisés entre les membres du marché commun, estimés à 450 M USD, ne sont désormais plus comptabilisés comme des exportations. L'industrie tanzanienne produit notamment du fil de coton, du café, du tabac, des produits en sisal, de la farine de blé, des produits en plastique, des fertilisants, de l'habillement et du ciment.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : adoption du projet de loi de finances 2018 par le gouvernement**

Les prévisions de ressources propres (recettes fiscales et non fiscales, dons) s'établissent à 2,98 Mds EUR, soit une hausse de 8 % par rapport à 2017. Quant aux dépenses, elles devraient progresser de 7,5 % pour s'établir à 3,6 Mds EUR. L'augmentation des dépenses s'expliquerait par l'augmentation des dépenses de sécurité et par la prise en charge des incidences financières de la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation, de l'organisation des élections générales de 2018 et des avantages accordés aux fonctionnaires. Le déficit budgétaire global devrait atteindre 569 MEUR, soit 3,8 % du PIB. Il sera financé par des aides budgétaires et l'émission de titres publics sur le marché financier.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : mise en œuvre d'un « budget-programme » dès 2018**

Ce nouveau cadre de gestion est issu des recommandations communautaires (UEMOA). Il introduit un certain nombre d'innovations sur le plan budgétaire et comptable. Ces innovations portent notamment sur : (i) le principe de la sincérité budgétaire, (ii) la démarche de performance dans la gestion budgétaire, (iii) la déconcentration de l'ordonnancement (iv) la gestion budgétaire par le responsable de programme, qui sera garant de la gestion des crédits alloués aux ministères. A travers cette initiative, les autorités maliennes comptent mettre en œuvre une gestion essentiellement axée sur l'atteinte des objectifs fixés.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Différend frontalier avec la Côte d'Ivoire : la justice internationale donne raison au Ghana

Le Tribunal international du droit de la mer (TIDM) a donné raison au Ghana sur le différend frontalier qui l'opposait à la Côte d'Ivoire autour des champs pétroliers offshore de TEN. Les deux pays s'étaient engagés à respecter la décision du TIDM. Les réserves totales d'hydrocarbures de TEN sont estimées à 1,3 Md de barils, dont une partie est déjà sous exploitation ghanéenne. Suite à cette décision, 13 puits supplémentaires pourront être exploités, ce qui permettrait au site d'atteindre une production journalière de 80 000 barils une fois à pleine capacité, contre 50 000 barils aujourd'hui. La durée de vie du champ serait de 25 ans.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : Maurice à la 45^{ème} place dans le top 100 des économies les plus compétitives selon le World Economic Forum

Le bon positionnement de Maurice ressort du classement 2017-18 du WEF portant sur la compétitivité des 137 principales économies mondiales. Au nombre des indicateurs évalués figurent principalement, la stabilité des institutions, la qualité des infrastructures, l'innovation, la qualité de l'éducation, la performance du système de santé, le climat des affaires et la situation du secteur privé. Cette année, dix pays africains se retrouvent dans le top 100. L'île Maurice (45^e mondiale) conserve la première place africaine. Le Rwanda (58^e) et l'Afrique du Sud (61^e) complètent le trio de tête. Au bas du classement figurent le Tchad (135^e) et le Mozambique (136^e).

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Inscription du Soudan sur la liste américaine des Etats défailants dans le combat contre le trafic humain

Le bureau ad hoc des Affaires étrangères américaines a, à l'occasion de la publication de son rapport annuel, inscrit le Soudan sur une liste d'Etats défailants dans le combat contre le trafic humain. La loi américaine interdit aux Etats-Unis de fournir de l'aide non humanitaire et non commerciale à ces pays. Le rapport indique que le Soudan ne fournit pas d'effort significatif en ce domaine, nie les trafics sexuels, n'a pas de budget de lutte contre le trafic humain, que son cadre légal est insuffisant, et établit une longue liste d'insuffisances, tant à l'égard des ressortissants soudanais que des nombreux migrants transitant ou vivant sur son territoire.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : introduction d'une taxe foncière pour les étrangers en juillet 2018

Cette taxe sera fondée sur la valeur de la propriété et son taux sera de 0,25 %. Elle a pour objet de freiner la spéculation foncière qui sévit actuellement aux Seychelles avec la domination des investisseurs étrangers sur le marché de l'immobilier. Elle s'appliquera aux étrangers, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, qui possèdent déjà des établissements résidentiels et touristiques ainsi que des entreprises. Cette taxe concernera également tout futur achat de biens par des étrangers.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : 4^e pays africain le plus attractif pour les investisseurs selon le rapport « Où investir en Afrique 2018 »**

Dans son rapport « Où investir en Afrique 2018 », la Banque d'investissement Rand Merchant Bank (RMB) révèle les pays les plus attractifs pour les investisseurs en Afrique. Soutenue par sa forte croissance depuis 10 ans, l'Ethiopie déloge le Ghana pour s'offrir la 4^{ème} place, derrière l'Egypte, l'Afrique du Sud et le Maroc. 2^{ème} population africaine (102 M d'habitants), le pays profite d'une politique activiste en matière de développement industriel et de promotion des investissements via notamment les *Plans quinquennaux de Croissance et de Transformation* du gouvernement. Notons que le FMI prévoit un taux de croissance de 9 % pour 2017

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

▼ **Mauritanie : accord de pêche UE-Mauritanie**

La commission mixte de suivi du Protocole d'accord de partenariat de pêche durable UE-Mauritanie vient de valider les rapports d'utilisation de l'appui sectoriel des périodes 2008-2012 et 2013-2014 et d'évoquer la programmation 2015-2019. Des réserves ont été formulées par l'UE dans ces rapports, dont la non publication du suivi de stocks, la non utilisation du reliquat de 4 % de la contrepartie financière de la période 2008-2012, et le non remboursement de montants prélevés du compte d'affectation spécial (CAS) pour financer le projet du Banc Ban d'Arguin. 16,5M€ de la précédente programmation n'ont pu être encore décaissés en raison de la faiblesse de la capacité d'absorption du pays.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : modification du code des investissements**

Le gouvernement nigérien vient de modifier certaines dispositions du code des investissements, afin de limiter les exonérations fiscales. Ces modifications excluent notamment les matières premières et leurs emballages importés du champ d'application des avantages fiscaux et douaniers accordés aux entreprises agréées au code des investissements. Elles intègrent également dans le nouveau code la durée d'amortissement comptable.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Niger : la Caisse des dépôts et consignations bientôt opérationnelle**

Le Niger souhaite rendre opérationnelle sa Caisse des dépôts et consignations (CDC) d'ici fin 2017. A ce titre, le gouvernement a adopté un projet de loi portant approbation des statuts de cet établissement public et nommé M. Idi Ango Ousmane, directeur général de cette entité. Diplômé du CESAG (Centre africain d'études supérieures) à Dakar, M. Ousmane a précédemment dirigé la Société nigérienne des produits pétroliers. La CDC aura pour mission d'appuyer le financement des grandes infrastructures, du logement social, de l'équipement des collectivités locales, de gérer les dépôts et de conserver les valeurs appartenant aux organismes et aux fonds qui y sont tenus ou qui le demandent et de promouvoir le financement des PME.

✉ lebaronc@afd.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : émission confirmée du Sukuk Bond de 100 Mds NGN

Le bureau de gestion de la dette nigérien (DMO) a déclaré en début de semaine que le Sukuk bond émis quelques jours plus tôt pour une valeur de 100 Mds NGN (maturité de 7 ans) avait été sursouscrit à 5,8 %. Pour rappel, le Sukuk est un titre de dette conforme aux préceptes de l'Islam, qui doit à cette occasion participer au financement du déficit budgétaire (2,35 Bn NGN soit environ 2,2 % du PIB) et notamment des infrastructures routières. Par ailleurs et d'après le journal nigérien Premium Times, le Nigéria projette d'émettre de nouveaux Eurobonds à hauteur de 2,5 Mds USD dans les trois prochains mois, qui seraient destinés au financement des dépenses de capital et au remplacement de la dette libellée en NGN.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ La France, troisième source d'IDE pour le Ghana au premier semestre 2017

D'après le Ghana Investment Promotion Center (GIPC), la France serait le 3^{ème} investisseur étranger en valeur au Ghana (128,83 M USD, soit 4 % du total des IDE) et le 10^{ème} en nombre de projets (2) au premier semestre 2017. La valeur de l'ensemble des IDE atteindrait 3,16 Mds USD pour 78 projets contre 1,57 Md USD pour 70 projets sur la même période en 2016. En nombre de projets, la Chine resterait l'investisseur le plus actif (21) mais en valeur, les Pays-Bas (2,4 Mds USD) et l'Inde (405 M USD) réaliseraient les investissements les plus élevés.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : signature d'un accord de 1,3 Mds USD entre la Banque mondiale et l'Ethiopie

L'Ethiopie et la Banque mondiale ont signé un accord de 1,3 Mds USD pour financer la mise en place du projet de promotion des services de base et pour renforcer le programme « Filet de sécurité productif ». Selon l'accord, 700 M USD de prêts vont être alloués pour améliorer à l'échelle locale l'accessibilité des prestations des services de base en matière d'éducation, de santé, d'agriculture, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et de routes rurales. 600 M USD, sous forme de dons, seront alloués au programme de filets de sécurité productif, qui réalise des transferts réguliers de fonds ou de nourriture à 8 millions de personnes, souvent dans les zones touchées par la sécheresse.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : projet de lancement d'un centre d'excellence ENR par KIITEC

Le *Kilimanjaro International Institute for Telecommunications, Electronics and Computers* (KIITEC), qui a formé depuis 12 ans 600 techniciens, ambitionne d'ouvrir une filière ENR et de devenir un centre technique d'excellence. Ce projet a été présenté lors de l'inauguration de la nouvelle ferme solaire, financée par la fondation EDF et Schneider Electric, en présence d'officiels tanzaniens et de plusieurs entreprises tanzaniennes et françaises. KIITEC, financé par la fondation FTE à Genève et l'association grenobloise ADEI, recherche le concours d'entreprises et d'universités pour répliquer son modèle dans d'autres pays.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : le PNUD lance un nouveau programme de 424 M USD

Le Programme des Nations Unis pour le développement (PNUD) et le gouvernement tchadien ont procédé le 25 septembre dernier à la signature de la convention relative au Projet d'appui au développement local et à la finance inclusive au Tchad (PADLFIT). D'un montant de 424 M USD, ce programme multisectoriel vise à soutenir les efforts en matière de bonne gouvernance, à promouvoir l'inclusion financière, le développement local et l'emploi. Il prévoit à terme la création de 20 centres multifonctionnels de services financiers ainsi que de 20 000 microentreprises.

bidett@afd.fr

▼ Tchad : Afreximbank souhaite mobiliser 500 M USD en faveur du Tchad

L'African Export-Import Bank (Afreximbank) a annoncé son intention d'injecter 500 M USD dans l'économie tchadienne pour appuyer le Plan national de développement présenté début septembre à Paris lors de la table-ronde des bailleurs. Cette initiative vise à soutenir des projets dans les secteurs de la transformation agroalimentaire, de l'énergie, de l'industrie ou encore de la logistique. Benedict Oramah, président d'Afreximbank, a notamment annoncé que des opportunités sérieuses se présentaient pour financer des projets dans le domaine de l'énergie ainsi que des usines de transformation dans les secteurs de l'industrie sucrière et cotonnière.

bidett@afd.fr

▼ Mauritanie : la SFI appuie la Zone franche de Nouadhibou (ZFN)

La ZFN et la Société financière internationale (SFI) viennent de signer un accord de coopération technique et financier d'un montant de 250 MMRO (environ 570 000 €) sous forme de dons. Ce montant est destiné à la mise en place d'infrastructures de base, notamment une station de traitement des eaux usées dans la zone franche.

mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : adoption du Plan de développement économique et Social 2017-2021

Le Conseil des ministres vient d'adopter le Plan de développement économique et social (PDES), ainsi que le Plan d'actions prioritaires du gouvernement (PAP 2017-2021). Le PDES s'inspire de la Stratégie de développement durable et de croissance inclusive (SDDCI) Niger 2035 et des grandes orientations du Programme de renaissance porté par le Chef de l'Etat. Les priorités portent sur la sécurité des personnes et des biens, le développement social et la transition démographique, l'accès à l'eau pour tous, la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, les infrastructures et l'emploi des jeunes. Le gouvernement nigérien devrait présenter le PDES aux bailleurs de fonds à l'occasion d'une table ronde à Paris d'ici la fin de l'année.

lebaronc@afd.fr

▼ **Sénégal : la BOAD approuve un prêt de 30,5 MEUR pour l'amélioration des infrastructures scolaires**

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) a approuvé pour le Sénégal, un prêt de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) pour le financement de la construction de 1350 salles de classe, en remplacement d'abris provisoires et d'ouvrages annexes. Il s'agit du financement de la première tranche d'un programme de construction d'un total de 1850 salles de classe dans les 14 régions du Sénégal. Ce programme vise à contribuer à l'amélioration des conditions d'apprentissage de plus de 80 000 enfants défavorisés et à réduire sensiblement le taux d'abandon scolaire. Le financement de la deuxième phase interviendra en 2018.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : la KfW accorde un don de 22 M€**

Deux conventions de financement (dons) ont été récemment signées avec la banque de développement allemande (KfW). La première convention, signée le mardi 26 septembre, porte sur un don de 6,6 Mds FCFA (10 M EUR) qui sera consacré à un projet de renforcement du système sanitaire, de santé reproductive et des droits sexuels. La seconde, d'un montant de 7,8 Mds FCFA (12 M EUR), financera la seconde phase du Programme d'appui à la décentralisation (PAD II) dont l'objectif est de renforcer le développement et l'autonomie des villes secondaires. Le PAD II concernera cinq nouvelles villes du pays identifiées comme pôle de croissance (contre trois dans le PAD I).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo: programme « Threshold » du Millennium Challenge Corporation**

Fin septembre 2017, le Conseil d'administration du Millennium challenge corporation (MCC) a indiqué la tenue prochaine de négociations entre l'équipe MCC en charge du Togo et le gouvernement togolais afin de finaliser l'accord de subvention d'un montant de 35 M\$ associé au programme « *Threshold* ». Ce dernier, qui est un programme test de la capacité du gouvernement à entreprendre des réformes, vise spécifiquement à favoriser l'adoption de réformes institutionnelles relatives au régime foncier et au secteur des TIC. Sous réserve de résultats positifs, le programme « Compact » doté d'une enveloppe plus conséquente (jusqu'à 400 M\$) pourrait alors être proposé au gouvernement.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigéria : Le groupe DANGOTE annonce un investissement de 4,6 Mds USD dans l'agriculture

Le groupe DANGOTE va investir 4,6 Mds USD dans le secteur agricole nigérian sur 5 ans, principalement dans le sucre, la tomate, le riz et l'huile de palme. Cet investissement s'inscrit dans les orientations générales du plan de redressement et de croissance économique 2017-2020 (ERPG) lancé par le gouvernement en avril 2017 afin de diversifier l'économie nigériane. Le secteur de l'agriculture, identifié comme un secteur prioritaire par le gouvernement, représente 19,36 % du PIB au deuxième trimestre 2017 au Nigéria.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : hausse en volume des achats bord champs et des exportations de cacao au cours du 1^{er} semestre 2017

Au cours du premier semestre de l'année, les achats bord champs déclarés de cacao ont atteint en volume 895 803 tonnes, soit une hausse d'environ 60 % par rapport à fin juin 2016. Les exportations de cacao ont quant à elle atteint 1 172 056 tonnes sur la même période, soit une augmentation de 35 % par rapport aux six premiers mois de 2016. Les redevances prélevées pour le compte du Conseil café-cacao ont progressé de 38 % pour s'établir à 34 M EUR. Les investissements réalisés sur l'année 2017 par le Conseil (financement des projets du Fonds d'Investissement en Milieu Rural, achats de sacs brousse pour la collecte...) s'établissent à 14 M EUR.

▼ Energie et matières premières

▼ La compagnie pétrolière étatique du Nigéria devient le 5^{ème} producteur du pays

La compagnie pétrolière étatique NPDC est dorénavant le 5^{ème} plus grand producteur de pétrole au Nigéria, avec 180 000 bpj. Pour information, les quatre premiers producteurs au Nigéria en 2015 étaient ExxonMobil avec 290 000 bpj, Chevron à 240 000 bpj, Shell à 191 000 et Total à 156 164 bpj. Par ailleurs, le Sommet de l'OPEP réuni vendredi dernier à Vienne a décidé d'étendre l'exemption accordée au Nigéria concernant la limitation de sa production de pétrole. D'après le dernier rapport de la NNPC, le secteur pétrolier a cru de 1,6 % en g.a. au deuxième trimestre 2017, avec une production de 1,88 M bpj de brut et condensats au mois de mai, portant la moyenne sur 2017 à 1,79 M bpj.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : lancement du Projet d'électrification des zones péri-urbaines

Le Projet d'électrification des zones périurbaines (PEPU) de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso a été lancé par le ministre de l'Energie le 28 septembre 2017, en présence du Président de la Banque africaine de développement (BAD). D'un montant de 31,4 Mds FCFA (47,9 M EUR), le PEPU s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de l'accès des populations à l'électricité. Il vise à restructurer et à étendre les réseaux de distribution d'électricité dans plusieurs quartiers lotis et habités, non encore électrifiés et ceux partiellement électrifiés des villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso. Le financement est assuré par la BAD à hauteur de 22,7 Mds FCFA, l'Etat burkinabè et la Sonabel pour 9 Mds FCFA.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : situation mitigée du secteur de l'énergie à fin juin 2017

La production de pétrole brut a été de 6 527 104 barils (36 061 barils par jour) au cours du premier semestre 2017, soit une baisse de 21 % par rapport à la même période de 2016. La valorisation de cette production est estimée à 335 MUSD (+5,7 %). La production nationale de gaz naturel est restée quasi-stable par rapport à 2016, à 42 740 699,7 MMBTU, pour une valorisation de 237 M USD. La valorisation de la part-Etat de pétrole brut et de gaz naturel, dans le cadre des contrats de partage et de production, s'élève à 93 M USD, soit une hausse de 30 % par rapport à juin 2016. Concernant l'électricité, la production s'est établie à 5 098,7 GWh (86 % issue du thermique et 14 % de l'hydraulique), soit une hausse de 4,2 %.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Ethiopie : règlement tarifaire en cours d'élaboration pour le Chemin de fer éthio-djiboutien

La Société des chemins de fer éthiopienne (ERC) et le ministère des Transports (MoT) élaborent actuellement un règlement pour fixer le tarif de la ligne de chemin de fer éthio-djiboutien. Le nouveau chemin de fer, qui s'étend sur 752 km, a été construit pour un coût de 4,2 Mds USD, dont 70 % financés par l'*Exim Bank of China*. Actuellement, selon les données de l'*Ethiopian Shipping Logistics & Services Enterprise* (ESLSE), les frais de transports routiers moyens pour les marchandises de Djibouti à Addis sont de 120 ETB soit 5,1 USD pour une tonne/km. A partir de janvier 2018, ce projet devrait améliorer l'efficacité et la rentabilité de l'industrie de la logistique éthiopienne.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : projet de relance de la compagnie maritime nationale NASACO

Le gouvernement tanzanien souhaiterait relancer la compagnie nationale de transport maritime *National Shipping Agencies Corporation* (NASACO) afin de mieux contrôler ce secteur d'activité. Un projet de loi aurait été déposé en ce sens par le ministre des Travaux Publics, des Transports et des Communications sans plus de détails sur le rôle précis qui serait attribué à cette nouvelle entité. NASACO a été privatisé au cours des années 1990 et a depuis disparu, la régulation du secteur étant aujourd'hui effectué par la *Surface and Marine Transport Regulatory Authority* (SUMATRA).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : le consortium SAIL rejoint par la Guinée Equatoriale**

Jeudi 28 septembre, une délégation en charge des infrastructures de télécommunications de Guinée Equatoriale (GITGE) s'est rendue au Cameroun afin de signer un mémorandum d'entente (MoU) avec le consortium « South Atlantic Inter Link » (SAIL) composé des opérateurs télécoms China Unicom et Camtel (Cameroun). Celui-ci est chargé du projet de construction d'un câble sous-marin transatlantique de fibres optiques devant relier les villes de Kribi (Cameroun) et Bata (Guinée Equatoriale) à la ville brésilienne Fortaleza. Ce câble de 6000 km, fabriqué par l'entreprise française Nexans, proposera un système de 4 paires de fibres optiques d'une capacité de 32Tbit/s. Sa mise en service pourrait être effective d'ici fin 2018.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Niger : Wafacash et WorldRemit bientôt sur le marché du transfert d'argent**

Le marocain Wafacash (groupe Attijariwafa) et le britannique WorldRemit ont annoncé la mutualisation de leurs efforts pour investir les marchés de l'Afrique de l'Ouest, dont le Niger, d'ici fin 2017. Ces entreprises proposeront des services de transferts d'argent. Ce partenariat entre Wafacash et WorldRemit a déjà été mis en œuvre au Maroc et au Sénégal.

✉ lebaronc@afd.fr

ENTREPRISES

▼ Coca-Cola annonce un investissement de 600 M USD au Nigéria

Coca-Cola Nigéria a annoncé sa volonté d'étendre ses opérations dans la plus grande économie d'Afrique. L'unité de production de Coca à Atlanta, pour répondre à la demande nigériane, complètera ainsi son offre de boissons pour inclure du lait aromatisé et condensé, du thé glacé et de l'eau en bouteille. L'investissement de 600 M USD rentre dans le cadre d'un engagement plus global de Coca, de 17 Mds USD d'investissements en Afrique d'ici 2020. Pour rappel, Coca-Cola avait déjà en 2016 acquis 40 % du capital de la société nigériane de jus et de produits laitiers Chi, pour un montant de 240 M USD. A noter que Coca-cola compte actuellement 3 600 employés, 11 usines d'embouteillage et 30 points de distribution au Nigéria.

✉ aristide.gasangwa@dgtresor.gouv.fr

▼ Lafarge Africa réalise une levée de fonds et étudie la construction de routes en béton

Lafarge Africa Plc a annoncé une levée de fonds en actions de 140 Mds NGN afin de réduire la dette du groupe. Les parts seront pré-allouées aux actionnaires sur la base de leur participation à une date déterminée. Ainsi, Lafarge Holcim conservera ses 72,59 % de parts dans l'entreprise. L'entreprise travaille actuellement à un partenariat avec le Ministère de l'énergie, du travail et du logement, ainsi que l'Institut nigérian de Recherche et de construction des routes pour étudier la construction de routes en béton. Le gouvernement fédéral a d'ailleurs récemment confié la rénovation - en béton - de l'Apapa Wharf Road (un tronçon de route situé à Lagos) à la société nigériane AG-Dangote Construction Company Limited.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : SETEC remporte le marché du contrôle des travaux de la rocade d'Antananarivo

Le bureau d'études français SETEC a remporté le marché de la surveillance et du contrôle des travaux de la Rocade urbaine au Nord-est d'Antananarivo, d'un montant de 2,5 M EUR. Ce projet financé par l'AFD à hauteur de 24 M EUR sur un total de 62,8 M EUR (cofinancement AFD/BEI/UE/Etat malgache) prévoit 8 km de route 2x2 voies incluant pistes cyclables, trottoirs, arrêts de bus et éclairages publics. Cette rocade permettra de désengorger la capitale et de permettre aux poids lourds de contourner le centre-ville pour relier les autres pôles économiques du pays. Par ailleurs, le résultat de l'appel d'offres pour les travaux de construction de cette rocade sera connu prochainement.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ La sixième édition du « EU-Nigeria Business Forum » s'est tenue à Lagos le 5 et 6 octobre

Le forum 2017 apour thématique le rôle de la jeunesse dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'agriculture au Nigéria. Malgré les effets de la récession, l'UE et le Nigéria restent des partenaires économiques forts avec 19,9 Mds EUR d'échange en 2016. Un fonds d'investissement de 4 Mds EUR est également en cours de mise en place qui devrait permettre à la fois de fournir des garanties aux investisseurs locaux et d'attirer davantage d'investisseurs sur le continent et au Nigéria.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : mission financements et marchés publics dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et des transports du 20 au 22 Novembre 2017 à Addis-Abeba

Business France organise une mission financements et marchés publics en Ethiopie du 20 au 22 Novembre 2017 à Addis-Abeba. Les principales thématiques de cette mission seront les secteurs de l'énergie, de l'eau et des transports. Les entreprises participantes rencontreront les principaux bailleurs de fonds actifs en Ethiopie, les agences exécutrices par secteur et pourront nouer des contacts avec des partenaires privés potentiels grâce à une journée de BtoB.

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

▼ Congo-Brazzaville : une conférence extraordinaire des ministres de l'environnement et des finances de la CEEAC et de la Communauté de l'Afrique de l'Est organisée du 3 au 5 octobre 2017

Cette Conférence a pour objectif de trouver les moyens d'accélérer l'opérationnalisation de la Commission climat du Bassin du Congo, le Fonds Bleu pour le Bassin du Congo ainsi que le Fonds pour l'économie verte en Afrique centrale. En marge de cette conférence, les experts de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), réunis à Brazzaville depuis le 3 octobre, vont soumettre à la Conférence les plans d'actions 2017-2018 de ces 3 instances : l'objectif final étant de proposer à la COP23 une vision commune des pays de la CEEAC et de la CAE.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : changements au sein de la Haute administration gabonaise

Fabrice ANDJOUA BONGO ONDIMBA remplace Jean-Fidèle OTANDAULT à la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques, Auguste AKOMEZOGO remplace Joël OGOUMA à la Direction Générale des Impôts et Hugues MBADINGA MADIYA remplace Thierry MINKO à la Direction Générale de la Dette. Joël OGOUMA est par ailleurs nommé Directeur de cabinet adjoint 1 du Président de la République. A noter également la nomination de Sayid ABELOKO à la Direction générale de l'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG), en remplacement de Rigobert IKAMBOUYAT NDEKA, qui va désormais diriger la Société Equatoriale des Mines, en remplacement de Fabrice NZE BEKALE.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : mission du Chef de l'Etat en Russie**

Le Président guinéen, Alpha Condé, a effectué fin septembre une visite officielle de cinq jours en Russie. A l'issue de l'entretien qu'il a pu avoir avec son homologue russe, huit accords de coopération bilatérale ont été signés entre les deux parties. La Russie s'est engagée à construire plusieurs infrastructures en Guinée, notamment quatre CHU (Centre hospitalo-universitaires), une raffinerie d'aluminium à Dian Dian, six garnisons militaires, un camps pour la marine nationale et trois écoles d'officiers supérieurs. Elle devrait également équiper et former des officiers de la marine nationale.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : première édition du forum d'affaires Guinée - Singapour**

Ce forum, organisé par le groupe minier Winning, s'est tenu à Singapour le 2 octobre. La délégation guinéenne était composée du Ministre d'Etat chargé du partenariat public privé, du Ministre des mines, du directeur général de l'Agence de promotion des investissements privés (APIP) et de plusieurs cadres du secteur privé. Cette première édition a mis l'accent sur les secteurs clés des mines, de l'agriculture et du transport.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

